

Recherches sociographiques



Luc CHARTRAND, Raymond DUCHESNE et Yves GINGRAS,
Histoire des sciences au Québec : de la Nouvelle-France à nos jours, Montréal, Boréal, 2008, 534 p.

Suzanne Zeller

Volume 51, Number 3, septembre–décembre 2010

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/045475ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/045475ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Zeller, S. (2010). Review of [Luc CHARTRAND, Raymond DUCHESNE et Yves GINGRAS, *Histoire des sciences au Québec : de la Nouvelle-France à nos jours*, Montréal, Boréal, 2008, 534 p.] *Recherches sociographiques*, 51(3), 550–553.
<https://doi.org/10.7202/045475ar>

formation professionnelle et à d'après débats sur la sécurité du revenu qui aboutiront à la création d'un fonds de formation pour les travailleurs de la construction.

Le chapitre 5 porte sur les années 1993 à 2008. Il fallait alors réformer un régime de négociation déficient, trop centralisé, donc trop politique et ainsi subordonné à l'intervention gouvernementale. Le gouvernement Johnson « sectorialise » la négociation et la représentativité syndicale en plus d'exclure le secteur résidentiel de la loi en 1993 (projet de loi 142). Le gouvernement Parizeau, fidèle à sa promesse électorale de « scrapper le projet de loi 142 » adopte, en 1995, le projet de loi 46, qui conserve la « sectorialisation » des négociations, « reprovincialise » la représentation syndicale et réintègre une partie du secteur résidentiel dans le giron de la loi. Ce dernier régime prévaut encore aujourd'hui.

Cet ouvrage propose un bilan général et montre clairement que la construction québécoise possède un modèle unique de relations du travail en Amérique du Nord et au monde. En outre, ce régime a produit une paix relative, surtout depuis 1986, moment de la dernière grève générale dans l'industrie de la construction au Québec. Cette *Histoire des relations du travail dans la construction au Québec* est un outil essentiel à de meilleures connaissances et compréhension de ce monde très particulier qu'est le secteur d'activité de la construction. Delagrave et Pilon ont fait œuvre plus qu'utile. L'histoire couverte par l'ouvrage s'arrête en 2008. Le temps continue de couler et des mises à jour sont déjà nécessaires pour garder actuelle la mémoire de cette industrie. À suivre, alors.

Jean SEXTON

*Professeur retraité et professeur associé,
Département des relations industrielles,
Université Laval.
jean.sexton@ri.ulaval.ca*

Luc CHARTRAND, Raymond DUCHESNE et Yves GINGRAS, *Histoire des sciences au Québec : de la Nouvelle-France à nos jours*, Montréal, Boréal, 2008, 534 p.

Les historiens, qu'ils soient spécialistes du Canada, ou plus spécifiquement du Québec, de la science ou de divers aspects de la culture, accueilleront avec bonheur cette nouvelle édition d'un classique, introuvable depuis quelques années. La très attendue réédition du livre *Histoire des sciences au Québec*, quelque vingt ans après sa première publication en 1987, nous fait aussi espérer qu'une version en langue anglaise paraîsse bientôt, surtout à cause du nombre grandissant de cours offerts sur l'histoire de la science canadienne à travers le pays. La structure de cet ouvrage demeure inchangée depuis sa première parution. Par ailleurs, des ajouts à chaque chapitre rendent compte des développements clés depuis 1987 non seulement dans le domaine scientifique comme tel, mais aussi dans la publication de travaux historiques en lien avec le sujet. Certaines additions ont été apportées à la bibliographie mais, curieusement, plusieurs entrées que l'on trouve dans les notes en bas de pages révisées ne s'y retrouvent pas, donnant à penser que texte et

bibliographie ont été élaborés par des personnes différentes qui, pour une raison quelconque, n'ont pas cru bon de comparer les nouvelles données.

Si l'on peut dire que l'interprétation générale de cette recherche d'envergure et bien documentée demeure intacte, la conclusion entreprend de clarifier trois importants problèmes soulevés dans des comptes rendus de l'édition précédente. Les auteurs soutiennent que, premièrement, « les institutions et la culture du Canada français ont été plus perméables qu'on ne l'a cru aux influences étrangères » (p. 468) ; que, deuxièmement, « l'Église ne s'est jamais formellement opposée au progrès des sciences, pas plus qu'au développement technologique et au progrès » (p. 469) ; et que, troisièmement, « [l]es historiens de la « modernisation du Québec », à la recherche des ruptures, doivent tenir compte du mouvement scientifique qui prend son élan en 1920 et du rôle intellectuel des scientifiques » (p. 470). Ainsi, il devint possible à la société québécoise d'entreprendre sa Révolution tranquille dans les années 1960. Sur ces trois points cruciaux, plus explicites dans cette seconde édition que dans la première, l'ouvrage réussit brillamment à éliminer tout présupposé d'exceptionnalisme au sujet de l'histoire québécoise, offrant en lieu et place une compréhension plus profonde de la science au Québec, qui, comme ailleurs, s'inscrit dans une perspective plus large et évoluée, elle aussi, à l'intérieur d'un contexte complexe et dynamique (p. 463). Cette approche s'appuie sur des recherches érudites précédentes, dont celles menées par le très respecté historien de l'économie, Albert Faucher (1915-1992), qui a tant travaillé à l'époque pour percer les éternelles préoccupations culturelles des Québécois. Faucher, en particulier, s'attaque aux racines historiques de la perception au sujet du retard économique relatif du Québec dans la première demie du XX^e siècle en y intégrant des données géographiques et technologiques plus larges. Pour tout ce que les auteurs perçoivent comme « effets pervers » résultant de la très longue domination de l'Église catholique sur les institutions scolaires et sociales (p. 469), les tenants de la thèse du retard économique auraient pu prendre en compte l'impact d'un J. W. Dawson tellement aveuglé par ses propres convictions religieuses qu'il n'a jamais cherché des alliés antidarwiniens parmi ses confrères francophones, dont l'abbé Léon Provencher.

Si la division tripartite d'une étude était le nec plus ultra en 1987, cette fois on aurait pu s'inspirer des idées analytiques plus nuancées publiées depuis. La première époque d'exploration qui se termine en 1815, quoique correctement caractérisée par la pratique de l'histoire naturelle, pourrait aujourd'hui être subdivisée en plusieurs phases comme le fait J. L. HEILBRON dans son article intitulé « History of science » dans le *Oxford Companion to the History of Modern Science* (2003). Une approche plus subtile, telle celle de Heilbron, aurait permis d'inclure dans l'ouvrage non seulement des aspects environnementaux importants pour cette histoire de la science au Québec¹, mais aussi, pour une reconnaissance plus explicite, plus « décentrée », des contributions conceptuelles importantes (c'est-à-dire au-delà des spécimens de plante expédiés en France, par exemple) venant de

1. Voir, par exemple, Ramsay COOK, « Donnacona discovers Europe », dans : Ramsay COOK (dir.), *The Voyages of Jacques Cartier*, Toronto, Toronto University Press, 1993, p. ix-xii.

la Nouvelle-France qui ont permis de nuancer les traditionnelles perceptions de la nature en Europe².

La deuxième période – qui se termine à la fin du XIX^e siècle tout comme celle d'Heilbron du développement de la discipline classique et institutionnelle dans l'histoire de la science – a vu la prédominance de ce que John V. PICKSTONE a appelé « *the analytical way of knowing* » en science, enracinée profondément dans le projet plus large de la « *rationalized production* » par les processus modernisants d'industrialisation et d'urbanisation³. La perspicacité de Pickstone, qui nous ramène à Faucher, fournit une explication contextuelle solide pour des différences apparentes de plus en plus nombreuses entre les pratiques anglophone et francophone dans le domaine scientifique à cette époque au Québec : tandis que les premières s'articulent autour de l'axe Edinburgh-Glasgow construit sur les sciences de l'énergie, surtout avec la création de la Commission géologique du Canada et de la McGill School of Practical Science, les secondes s'inspirent d'autres traditions analytiques européennes, par exemple les applications astucieuses du politicien J. C. Taché à partir du premier recensement « scientifique » de la Province du Canada dans les années 1860⁴.

La troisième période – qui va de 1860 à nos jours dans cet ouvrage, caractérisée par « l'institutionnalisation de la recherche et de l'enseignement supérieur » (p. 465) – pourrait utilement reprendre le terme « *experimentalist* » de Pickstone pour mettre en évidence les approches et objectifs de transformation et de synthèse qui ont marqué les moyens de savoir en science au XX^e siècle. Que les auteurs aient choisi ou non de raffiner leur emploi répété du terme « recherche » pour caractériser cette période, ils auraient dû, au moins, évoquer les très importants changements des années 1920 surtout en ce qui concerne l'expérience culturelle particulière du Québec face à la Grande Guerre et la version québécoise de la prise de conscience de la part des Alliés du pouvoir de la science moderne qui a inspiré la mise sur pied du Conseil national de recherches en Grande-Bretagne et au Canada.

Luc Chartrand, Yves Gingras et Raymond Duchesne ont de nouveau fait équipe pour rendre disponible cet important travail de synthèse historique qui aura sans doute de multiples échos à l'étranger⁵. On espère ardemment que, pour

-
2. Voir, par exemple, Lynn BERRY, « The delights of nature in this New World : A seventeenth-century view of the Canadian environment », dans : Germaine WARKENTIN et Carolyn PODRUCHNY (dirs), *Decentering the Renaissance : Canada and Europe in Multidisciplinary Perspective 1500-1700*, Toronto, Toronto University Press, 2001, p. 223-235.
 3. John V. PICKSTONE, *Ways of Knowing : A New History of Science, Technology and Medicine*, Chicago, University of Chicago Press, 2000.
 4. Bruce CURTIS, *The Politics of Population*, Toronto, University of Toronto Press, 2001.
 5. Simon SCHAFFER, « What is science ? », consacre toute une page aux implications pour la connaissance scientifique du projet hydroélectrique de la baie James, citant Luc CHARTRAND *et al.*, dans John KRIGE et Dominique PESTRE (dirs), *Companion to Science in the Twentieth Century*, Londres et New York, Routledge, [1997] 2003, p. 39, ce qui a été complété par Hans M. CARLSON, *Home is the Hunter : The James Bay Cree and their Land*, Vancouver, UBC Press, 2008, et les articles antérieurs de Carlson.

une future troisième édition, les auteurs, dès l'introduction, situeront l'écriture de ce livre dans le contexte historique à partir de leurs propres points de vue, de leur formation et de leurs expériences respectives. Nous attendons donc avec impatience cette tout aussi importante contribution historiographique.

Suzanne ZELLER

Wilfrid Laurier University.
szeller@wlu.ca

Marcel SYLVESTRE, *La peur du mal. Le conflit science et religion au Québec : l'affaire Laurendeau*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2008, 262 p.

Dans cet ouvrage, l'auteur, professeur retraité de philosophie au Cégep de Joliette, fait revivre une page peu connue de l'histoire culturelle et religieuse du Québec. Il s'agit du différend qui opposa de 1907 à 1913 le docteur Albert Laurendeau, médecin pratiquant à Saint-Gabriel-de-Brandon, dans la région de Lanaudière, et M^{sr} Joseph-Alfred Archambault, qui fut évêque de Joliette de 1904 à 1913. Tout commença par une conférence prononcée par le D^r Laurendeau au mois de mars 1907, devant les membres de l'Association médico-chirurgicale du district de Joliette, et dans laquelle il s'attaquait à la vision créationniste de l'univers et de l'être humain qui avait encore cours dans bien des milieux catholiques et cléricaux, quelque cinquante ans après la publication de *l'Origine des espèces* de Charles Darwin. La prestation du D^r Laurendeau suscita, quelques mois plus tard, la réaction inquiète de l'évêque. De conférences en articles divers, de lettres en avertissements et condamnations, le conflit entre le médecin et l'évêque enfla et s'envenima à un point tel que ce dernier menaça le D^r Laurendeau d'excommunication, jusqu'à ce que celui-ci accepte de « se soumettre » à l'autorité ecclésiastique par une lettre datée du 5 mars 1913, quelques semaines seulement avant la mort de M^{sr} Archambault. Quant au D^r Laurendeau, il est décédé en 1920.

Marcel Sylvestre a eu le grand mérite d'exhumer cet épisode d'histoire régionale et de le reconstruire sur la base d'une documentation riche et, pour une très grande partie, inédite. Comme en témoigne la bibliographie, il a abondamment puisé aux collections archivistiques, notamment celles de l'Évêché de Joliette pour ce qui concerne les échanges entre le médecin et l'évêque. Il a également dépouillé les journaux locaux de l'époque et retracé nombre de publications d'associations ou de revues professionnelles dans lesquelles le D^r Laurendeau, conférencier et auteur prolifique, s'était exprimé sur une variété surprenante de sujets, dont le fil d'Ariane demeurait toutefois l'idée de progrès et la lutte contre l'obscurantisme dans les domaines de la religion et de l'éducation comme de la médecine et de l'hygiène publique. Les sources exploitées par Sylvestre sont d'ailleurs largement citées dans l'ouvrage, ce qui permet au lecteur de suivre pas à pas l'évolution de la querelle qui opposa les deux protagonistes.

Sur le plan de son organisation, le livre comporte deux grandes parties. La première, intitulée « L'échange épistolaire entre M^{sr} Archambault et le D^r Laurendeau », retrace chronologiquement les péripéties de la crise depuis la « conférence